

Citoyen du monde à Montrouge

numéro 74 Mars 2010

M. X : « Bravo les Français ! »

CMM : Quels enseignements tirez-vous de ce premier tour des élections régionales ?

M. X : Historique ! L'un des scores les plus élevés pour la gauche de toute la V^{ème} République.

Jamais le parti au pouvoir n'avait fait un score aussi bas. Après pourtant avoir racolé les amis de Philippe de Villiers et les chasseurs, après avoir débauché à gauche et au centre tous ceux qui voulaient bien ravalier leur honte en échange d'un maroquin. Tout ça pour si peu !

Même sa tentative de créer artificiellement un débat sur l'identité nationale (afin de détourner l'attention de ses résultats catastrophiques en termes d'emploi et de justice sociale) s'est retourné contre lui, en conduisant à une remontée du Front National.

CMM : Mais le niveau élevé d'abstention ne conduit-il pas à relativiser cette appréciation ?

M. X : Le taux d'abstention est certes plus élevé qu'en 2004. Mais en 2004, on votait également pour les conseils généraux. Après avoir eu la velléité de politiser cette élection (en mettant en avant nombre de ministres), le pouvoir a ensuite cherché à l'escamoter. Un seul débat, et à une heure tardive, sur chacune des deux chaînes France 2 et France 3.

La droite au pouvoir semble faire un trait sur les Régions, et cherche à les affaiblir. Il faudra la contraindre à renoncer à son projet (dont elle n'a d'ailleurs pratiquement pas parlé pendant la campagne, comme si elle voulait le dissimuler) de faire du Conseil régional un conglomérat d'élus cantonaux (chacun défendant son clocher), alors que la Région doit au contraire conserver une vision d'ensemble, une vision stratégique.

CMM : Comment analysez-vous la situation de la gauche ?

M. X : Mettant le **PS en tête**, et largement, de la gauche, les Français veulent signifier que c'est autour de celui-ci que la gauche doit se rassembler.

Le **très bon score d'Europe écologie** montre que les Français sont de plus en plus sensibles aux questions de l'environnement. D'ailleurs, la plupart des programmes proposés se sentaient obligés d'évoquer ces questions, avec plus ou moins de crédibilité. Le changement climatique, l'épuisement des ressources fossiles, la diminution rapide de la biodiversité nous posent des défis considérables et inédits, et c'est à partir de ces questions que devront être élaborées les réponses : sobriété, relocalisation de l'activité, plus de temps à soi pour vivre mieux.

La **baudruche du Modem** s'est dégonflée. La bipolarisation est inscrite dans les institutions de la V^{ème} République, avec l'élection présidentielle à deux tours. Il n'y a donc pas de place pour le « ni droite, ni gauche ». Ceux qui, au sein du PS, voulaient faire du Modem un allié privilégié ont fait preuve, pour le moins, de manque de discernement. Les sondages qui ont précédé la dernière élection présidentielle peuvent expliquer cette illusion collective, ils ne l'excusent pas.

L'exigence de justice sociale est plus forte que jamais. C'est la raison de la bonne tenue du **Front de gauche**. Le pouvoir en place, dont le principal objectif est de donner plus à ceux qui ont le plus, est, pour cette raison, sévèrement sanctionné. Les Français, et sans doute aussi la plupart des abstentionnistes, veulent des services publics plus forts, un droit du travail plus protecteur, une fiscalité plus juste.

PS, Europe écologie et Front de gauche doivent unir leurs forces, pour le deuxième tour de ces élections mais aussi au-delà, pour donner un débouché aux aspirations d'une large majorité de Français.

CMM : Il ne reste donc aux citoyens qu'à espérer de toutes leurs forces cette alliance ?

M. X : Le niveau élevé d'abstention illustre aussi le fossé lourd de danger qui se creuse entre les Français et ceux qui sont censés les représenter. Pour beaucoup de nos concitoyens, le politique semble impuissant face à la crise.

Pour **réinventer le monde** (des échanges entre les continents plus justes, la coopération plutôt que la compétition, une nouvelle façon de vivre sa vie), les citoyens ne disposent pas que des partis politiques.

Le mouvement altermondialiste a largement contribué à faire apparaître que la domination de la finance et du libre-échange étaient insoutenables à terme, et proposé les moyens d'en sortir.

Partout, les initiatives citoyennes se multiplient, redessinant un autre monde.

Sans l'aide du Réseau Education sans Frontière (RESF), le scandale de cette lycéenne marocaine serait resté ignoré (expulsée de France alors qu'elle s'était rendue à la gendarmerie pour porter plainte pour maltraitance contre son frère, et qu'elle avait fui le Maroc pour échapper à un mariage forcé), et le pouvoir n'aurait pas été contraint à reculer.

Ici se crée un collectif « un toit, un droit » pour aider les personnes menacées d'expulsion de leur logement à le conserver ou à en retrouver un autre ; là naît un SEL (système d'échange local) ; ici une AMAP (association pour le maintien d'une agriculture paysanne) ; là, des citoyens se regroupent pour peser sur l'urbanisme local...

Chacun de nous peut, chacun doit, trouver sa place et son chemin pour que notre monde, et notre France, soient plus vivables.

Bonnes nouvelles

Les vieux ne sont pas des malades potentiels, mais des acteurs de la société. Où on reparle des Babayagas.

Peut-être les premiers lecteurs de CMM se souviennent-ils d'une initiative, relatée dans le numéro 2 (octobre 2003) de trois femmes de Montreuil qui voulaient créer une maison de retraite autogestionnaire et solidaire ? L'article est reproduit ci-après :

A Montreuil, trois femmes de 76, 71 et 72 ans, « copines de 25 ans », ont convaincu le maire, Jean-Pierre Brard et le directeur de l'office HLM de soutenir et financer leur initiative : une maison de retraite conçue, habitée et autogérée par une vingtaine de retraitées qui se cooptent entre elles, regroupées en association, et dont le « projet de vie » est assez riche pour satisfaire les aspirations individuelles aussi bien que collectives : soutien scolaire, alphabétisation, aide aux jeunes femmes, transmission des savoir-faire et traditions, soins du corps, gymnastique, thérapies douces, massage, sans oublier un projet de piscine en sous-sol. La mairie cède le terrain, l'office HLM construira le bâtiment, dont il demeurera propriétaire. L'investissement mobilisera environ 2 millions d'euros. Le chantier devrait démarrer au premier semestre 2005 pour livraison d'une vingtaine de logements en 2006. Le loyer des studios et deux pièces ne devrait pas excéder 200 euros par mois. Les coûts resteront d'autant plus réduits que les locataires géreront le lieu elles-mêmes, acceptant le moins possible d'aide extérieure. « La maison des Babayagas prendra en charge les handicaps des unes et des autres s'ils viennent à se produire au fur et à mesure de la montée en âge des résidentes. La seule limite sera les maladies dégénératives et les démences de type Alzheimer : le transfert vers une institution adaptée sera alors envisagé. La maison sera exclusivement féminine : les hommes seraient forcément minoritaires et leur présence déséquilibrerait les relations. Le trio dirigeant a prévu la création d'une « médiatrice » extérieure à la communauté. (*Le Monde*, 27/9/ 2003).

Où en est-on aujourd'hui ?

Le terrain de la rue de la Convention, à Montreuil, est toujours nu. Mais l'immeuble est dessiné (en 2004, l'office HLM avait lancé un appel d'offres pour choisir l'architecte), avec ses 25 logements, de 26 à 40 m²; le rez-de-chaussée sera le lieu de tables rondes, de conférences et de débats sur la philosophie, la sociologie et l'anthropologie. Le permis de construire est à la mairie. Le financement, de 4 millions d'euros, quasiment bouclé, à 200 000 € près, avait été bloqué à plusieurs reprises : certains ont d'abord voulu privilégier la construction d'une maison de retraite, alors que c'était antinomique avec le concept de maison autogérée ; la non-mixité des résidents et l'attribution des logements par cooptation ont aussi créé une difficulté : le projet a été redéfini comme une résidence de logements sociaux dont 20 % seraient attribués aux moins de 30 ans. L'attribution des logements (avec des loyers de 250 à 300 €) se fera de façon dérogatoire, en imposant l'adhésion à la charte des Babayagas. Cette préselection devra être acceptée par tous les « réservataires » de logements sociaux du département -le conseil régional d'Ile-de-France, le conseil général et la préfecture. Un comité de pilotage sera chargé d'évaluer tous les deux ans la validité de ce nouveau modèle d'hébergement. Après que, en 2012, les Babayagas auront enfin franchi le seuil de leur maison. (*Le Monde*, 16 février).

L'homme n'est pas un loup pour l'homme. Le souci de l'autre fait partie de sa nature. De même que de celle d'autres animaux.

Une éléphant qui guide de la voix une autre éléphant, aveugle, qui cherche son chemin. Un chimpanzé qui baille à la vue d'un confrère se décrochant la mâchoire, et rit quand l'autre s'esclaffe. Un singe rhésus bébé qui reproduit les mouvements de la bouche d'un expérimentateur humain. Des chimpanzés qui lèchent le sang de compagnons attaqués par des léopards, et ralentissent l'allure pour permettre aux blessés de suivre le groupe. Des orphelins qui sont adoptés par des adultes.

Une expérience a montré que des singes rhésus refusaient, plusieurs jours durant, de tirer sur une chaîne libérant de la nourriture si cette action envoyait une décharge électrique à un compagnon dont ils voyaient les convulsions. Préférant ainsi endurer la faim qu'assister à la souffrance d'un semblable. Un chimpanzé ouvre une porte dont il sait qu'elle donnera accès à la nourriture à un congénère, mais pas à lui-même. On a vu, dans un zoo, une tigresse du Bengale nourrir des porcelets ; un bonobo hisser un oiseau inanimé au sommet d'un arbre pour tenter de le faire voler ; ou un chimpanzé remettre à l'eau un caneton malmené par de jeunes singes...

A ceux, économistes ou responsables politiques, qui croient la nature humaine régie par la seule lutte pour la survie, et, -selon l'interprétation dévoyée que le darwinisme social a donné de la théorie de l'évolution, par la sélection des individus les plus performants-, le primatologue Frans de Waal, qui a recensé les observations ci-dessus, oppose un autre principe, tout aussi actif que la compétition : l'empathie. (*Le Monde*, 27 février).

Haïti (suite)

Au lendemain du séisme, Besson promettait aux Haïtiens de France "un dispositif exceptionnel et temporaire" avec "des allègements" pour le regroupement familial ou l'obtention de visas. 8000 Haïtiens de France y ont cru et ont appelé la cellule d'urgence, selon la journaliste de *Libération* Catherine Coroller qui donne ces chiffres; le ministère aurait reconnu que 4000 étaient "dans les clous" et que 400 demandes ont été déposées. C'est très long pour déposer une demande ; il faut la visite de l'appartement et le contrôle des ressources car rien n'a changé dans les critères.

Deux mois après sur plus de 100 dossiers connus des associations haïtiennes et de défense des droits, un seul regroupement familial est effectif, celui qui a été annoncé dans *Libération* la semaine passée : il s'agit d'un regroupement familial accordé **depuis deux ans** et certainement la lecture de l'article a dû rafraîchir la mémoire de certains mais **rien** pour les autres. Les familles se voient renvoyées de l'OFII en préfecture, allers et retours multiples, même quand le dossier est complet, déposé et que la visite de l'appartement a eu lieu depuis un mois !

Les dossiers dont le collectif migrants outremer, la CIMADE et les associations haïtiennes ont connaissance font pourtant état de situations urgentes concernant des mineurs qui ont perdu dans le séisme les adultes qui s'occupaient d'eux.

Beaucoup sont toujours dans la rue seuls : Mina 12 ans ; Cindy 13 ans qui ont perdu leur mère et deux frères, Joseph 14 ans, Walter 10 ans...et trois frères dont le plus jeune de 5 ans est malade...entre autres... Certains dossiers témoignent de situations de pure barbarie : un bébé de 4 mois qui a perdu sa mère a été arraché à son père venu de France le récupérer, une maman a vu son fils contraint de descendre de l'avion qu'elle avait pris avec lui pour le ramener. Pour eux il n'y aura jamais de cellule psychologique...

La Croix Rouge a récupéré certains de ces enfants - très peu - mais s'alarme de l'absence d'évolution de la situation et ses capacités sont saturées sur place. Même ces enfants là peuvent retourner bientôt à la rue . Il ne s'agit pas ici d'enfants adoptés **mais bien d'enfants réclamés par leurs propres parents ! la plupart de ces cas sont des refus de regroupement familial antérieurs au séisme .**

Il y a aussi des orphelins dont la seule famille proche est en France. Et des adultes blessés , en détresse ou des proches qui ont tellement de mal à vivre sur place et qui même temporairement souhaitent venir auprès des leurs. Le pire est bien entendu le lot des parents en situation irrégulière qui n'ont pas accès à la demande de regroupement familial: que leur reste-t-il? qui fait vivre les passeurs?

Mais pour le ministère ces gens sont bien évidemment des étrangers avant d'être des parents...

Hé bien nous avons appris que fin février l'urgence pour Haïti était terminée, ce qui signifie que toute demande de regroupement familial sera traitée selon la procédure normale soit QUATRE ans !

Et donc les expulsions vont reprendre. Il y en a quand même eu 2 depuis le séisme selon la CIMADE. **On peut se féliciter du retour de la jeune Najlae mais la politique de ce gouvernement contre les étrangers qui a abouti à son expulsion n'a pas bougé d'un iota même dans une telle situation de catastrophe ! Les USA et le Canada ont pourtant su prendre des mesures à titre humanitaire concernant des milliers de familles haïtiennes .**

Relisez la lettre ouverte à Besson "une urgence pour Haiti aider les Haitiens de France " et signez l'appel de Cayenne ci-dessous

<http://www.migrantsoutremer.org/Une-urgence-pour-Haiti-aider-les>
<http://www.migrantsoutremer.org/Haiti-Appel-de-Cayenne> (information et appel reçu par courriel)

Changement climatique

Le fond de l'océan Arctique libère régulièrement du méthane, un gaz à effet de serre, à un rythme plus élevé que ne le pensaient les experts. Cette fuite pourrait « avoir à l'avenir un effet spectaculaire sur le réchauffement climatique », selon l'étude d'une équipe internationale, publiée dans la revue *Science*. Le méthane provient du permafrost, la portion du sol gelée en permanence, situé sous l'eau. (*Le Monde*, 6 mars).

Islande. Les contribuables islandais refusent de payer pour l'aveuglement des banques.

Le peuple islandais vient de dire non. C'est une bonne nouvelle pour les peuples européens en proie aux diktats de plus en plus insupportables de l'industrie financière internationale, relayés par les gouvernements et l'Union européenne.

En 2008, en pleine crise économique, le système bancaire islandais s'écroulait et avec lui, la banque en ligne Icesave, filiale de Landsbanki, une des trois grandes banques islandaises, qui opérait au Royaume-Uni et aux Pays-Bas. Cette banque avait pris tous les risques, dans un pays où le monde de la finance, en lien étroit avec le gouvernement, misait à fond sur la dérégulation et les combines. A l'autre bout figurent des clients britanniques et néerlandais appâtés par des rémunérations mirobolantes de leurs dépôts. La grande majorité des contribuables islandais refuse aujourd'hui de payer l'addition pour les errements du système bancaire privé et d'un gouvernement irresponsable.

Face à l'écroulement d'Icesave, les autorités britanniques ont recouru en 2008 à la législation antiterroriste pour geler les avoirs islandais au Royaume-Uni. La manœuvre aggrava encore les problèmes en étouffant davantage l'économie islandaise, prise en otage dans cette affaire. A présent, le Royaume-Uni et les Pays-Bas réclament à l'Islande le remboursement des sommes qu'ils ont dépensées pour dédommager individus, entreprises et institutions lésées par la faillite d'Icesave. Ils prétendent s'appuyer sur le droit européen, ce que les Islandais contestent: selon ces derniers, le fonds de garantie des dépôts était de la responsabilité exclusive des banques islandaises, sans garantie en dernier ressort de l'Etat islandais.

Quoi qu'il en soit, la note présentée est inacceptable pour les 320 000 habitants de ce petit pays : 3,8 milliards d'euros, soit 40 % du PIB islandais, **12 000 euros par habitant !** Pour faire payer cette dette, sans doute sur plusieurs générations, le Royaume-Uni et les Pays-Bas multiplient les menaces d'isolement économique. Ils reçoivent l'appui du Fonds monétaire international et des autres pays riches. A la clé : annulation des soutiens promis pour la reconstruction du pays et refus d'adhésion à l'Union européenne. Le choix est clair : mieux vaut sauver l'image du secteur bancaire européen face aux agences de notation et au monde financier, que porter secours à un pays qui s'écroule.

Pour ce faire, il s'agit d'obliger l'Islande à adopter une loi rétroactive reconnaissant sa responsabilité dans la faillite du système bancaire islandais. Sous les menaces, le Parlement islandais a voté une première loi dans ce sens, plafonnant cependant les montants remboursés selon une certaine proportion du PIB islandais. Le texte ayant été refusé par le Royaume-Uni et les Pays-Bas, le Parlement a revoté une loi levant toute condition au remboursement. Face à une pétition signée par un quart des électeurs, le président islandais a alors refusé de signer le texte de loi et a suspendu la décision au référendum du 6 mars. Le non a été soutenu par de nombreuses organisations de la société civile dont Attac, qui vient de se créer en Islande.

Bien entendu, les agences de notation ont rétrogradé l'Islande au plus bas. Les lobbies financiers accusent déjà les Islandais de ne pas prendre leurs responsabilités et de reporter les conséquences sur les contribuables britanniques et néerlandais. Mais ne pourrait-on pas, au contraire, considérer que les Islandais prennent la seule position responsable et envoient ainsi un signe vers le reste de l'Europe ? **Pour la première fois, de façon concrète, les citoyens refusent de payer pour les énormes risques pris par des banques privées et des investisseurs dans le seul but d'une super rentabilité de leur capital.** N'ayant guère vu la couleur de ces profits toujours croissants au doux temps de l'euphorie financière, les contribuables ne se résignent pas à devenir les dindons de la farce.

Les avoirs qui subsistent de la banque Landsbanki devraient servir à dédommager en partie le Royaume-Uni et les Pays-Bas. Au-delà subsiste une question : qui doit payer pour les dégâts et les énormes déficits publics provoqués par la crise financière ? Ces dernières semaines une vague de grèves a secoué la **Grèce** : là aussi les salariés et les contribuables

refusent de payer les pots cassés de la crise sous la pression de la spéculation monétaire. Nul doute que dans de plus en plus de pays, les contribuables refuseront de laisser libre cours à un système financier prédateur qui, après avoir été sauvé du gouffre par les Etats, veut maintenant les mettre à genoux. Les gouvernements se retrouvent face à leurs responsabilités: imposer de fortes régulations publiques au système financier, à commencer par la suppression des hedge funds et des marchés de gré à gré, un encadrement très strict des marchés de dérivés, une mise sous contrôle public des agences de notation, un démantèlement des paradis fiscaux, la construction d'un pôle financier public européen sous contrôle démocratique et enfin, une taxation internationale sur les transactions financières, seule à même de juguler la finance et de financer les urgences sociales et écologiques au plan mondial.

Aurélie Trouvé, coprésidente d'Attac France, Einar Már Guðmundsson, écrivain et membre d'Attac Islande, Lemonde.fr 9 mars.

France

Jeu : De qui parle-t-on ? « Il aime la gloriole, le pompon, l'aigrette, la broderie, les paillettes, les grands mots, les grands titres, ce qui sonne, ce qui brille, toutes les verroteries du pouvoir. Il a pour lui désormais l'argent, l'agio, les banques, la bourse, le comptoir, le coffre-fort et tous les hommes qui passent si facilement d'un bord à l'autre quand il n'y a enjambrer que la honte ». **Et de qui est ce portrait ?** *Réponse en bas de page.*

Logement. 55, c'est le nombre par lequel les prix de l'immobilier ont été multipliés en cinquante ans en France, selon une étude du Credoc. Les prix à la consommation ont été multipliés par 10, les loyers par 18, les charges par 26. Seuls les prix de l'énergie ont augmenté moins vite que le coût de la vie. (*Le Monde, 25 février*).

[Cela illustre à quel point sont fragiles les analyses fondées sur le seul « produit intérieur brut » et les commentaires sur « l'élévation du niveau de vie ». Comme si on mesurait des distances avec un élastique ! On peut aussi imaginer les fortunes qui se sont bâties dans l'immobilier –enrichissement sans cause, au détriment de qui ? Et comment « le marché », incitant à consommer plus d'énergie alors que l'épuisement des énergies fossile est en vue, envoie des signaux aberrants].

Déclassement. L'ascenseur social n'est pas en panne, mais nombre d'enfants occupent désormais une situation moins élevée que celle de leurs parents. En 2003, 25 % des 35-39 ans n'étaient pas parvenus à maintenir la position sociale de leurs parents. En 2001, 29 % à 36 % des jeunes salariés diplômés au minimum du baccalauréat possédaient un niveau de formation supérieur à celui normalement requis pour l'emploi qu'ils occupaient trois ans après la fin de leurs études. En 2003, 6,6 % des salariés âgés de 30 à 54 ans étaient passés dans un groupe socioprofessionnel de statut moins élevé en changeant d'emploi. Chez les cadres ayant connu au moins un épisode de chômage ou d'inactivité entre 1998 et 2003, cette proportion grimpeait même à 27 % (*Alternatives économiques, mars 2010*).

Pôle emploi fait la police. Investi d'une mission avant tout sociale, l'organisme chargé du chômage voit son rôle basculer, de fait, vers un contrôle des demandeurs d'emploi (jusqu'à la vérification des cartes d'identité par détecteur) et la gestion de leur flux. Cette évolution s'est accélérée l'an dernier avec la montée du chômage (600 000 inscrits de plus) et la fusion entre l'Assedic (10 000 agents chargés des allocations) et l'ANPE (35 000 agents spécialisés dans l'accès à l'emploi en une seule institution, Pôle emploi [ils auraient dépensé 500 000 € pour trouver ce nom !]. Aujourd'hui, chaque conseiller traite en moyenne une centaine de dossiers, alors que ce chiffre ne devrait pas dépasser la soixantaine : l'objectif d'un suivi personnalisé pour chaque demandeur d'emploi paraît dès lors hors de portée. Les agents sont désorientés et débordés. (*Le Nouvel Observateur, 11-17 février*).

Crèches au rabais. Les crèches pourront inscrire 20 % de bébés en surnombre (au lieu de 10 % aujourd'hui). Elles doivent aujourd'hui compter au moins 50 % de personnels les plus qualifiés (auxiliaires de puériculture, éducatrices de jeunes enfants) ; elles pourront désormais faire tomber ce pourcentage à 40 %. Contre le décret en préparation, le collectif « pas de bébé à la consigne » a organisé jeudi 11 mars une journée d'action et de grève dans les crèches. « Plus d'enfants confiés à des équipes moins qualifiées, c'est moins de disponibilité et d'attention, plus d'insécurité matérielle et affective pour chaque enfant, plus de stress pour les professionnels. » (*Alternatives économiques, mars ; Le Monde, 12 mars*).

Hauts de Seine

Le département des Hauts-de-Seine supprime sa subvention de 0,9 million d'euros à la fac de Nanterre, publique, et continue à verser 10 millions à la fac Pasqua, privée. (*Politis, 4 février*).

Courrier des lecteurs.

Wanatoctoumi : A propos de l'échec du sommet de Copenhague : il n'y a pas de frontière entre la question écologique (le changement climatique) et la question sociale : Seuls les pays développés ont les moyens d'investir dans la préservation du milieu ambiant, que ce soit chez eux ou dans les pays du Sud. A la veille du sommet de Copenhague, j'avais publié ça :

<http://wanagramme.blog.lemonde.fr/2009/12/16/ballade-danoise-pour-temps-de-crise/>

<http://wanagramme.blog.lemonde.fr/>

CV Je ne vois pas pourquoi la production d'armement serait "moralement condamnable". Si nous ne fabriquons pas d'armes, où les achèterons-nous ? Aux USA ? En Chine ? A moins de ne plus avoir d'armée, ni de police armée, ni même de chasseurs ! Ce qui me paraît par contre condamnable, c'est de vendre des armes à des Etats qui vont les utiliser contre leur peuple.

Réponse au jeu. Non, ce n'est pas celui à qui vous avez pensé. Il s'agit de Louis-Napoléon Bonaparte, vu par Victor Hugo. (*Le Monde magazine, 13 mars*). C'est vrai, on pouvait s'y tromper !

Sur le site <http://pagesperso-orange.fr/citoyens-a-montrouge> on peut lire notamment d'anciens numéros de cette lettre « Citoyen du monde à Montrouge », et des notes de lecture, ...). Si vous souhaitez que cette lettre mensuelle soit adressée à d'autres personnes de votre connaissance, indiquez leur adresse

électronique à jean-paul.alletru@wanadoo.fr. N'hésitez pas à la rediffuser. Si vous souhaitez ne plus la recevoir, ou si vous voulez faire part de réactions, commentaires, informations, faites le savoir par un message à cette même adresse.